

CSV ET GRÉNG

Mauvais temps en Jamaïque

David Wagner

Ce week-end, le CSV et les Verts tiendront leurs congrès respectifs. Il reste à espérer que ce hasard restera l'unique point commun.

Une des principales informations politiques de ce samedi seront les élections du nouveau président et du secrétaire général du CSV lors du congrès ordinaire du parti. Suspense ? Certainement pas, tant on est habitué à ce que ce grand parti fonctionne comme une mécanique bien huilée. Les noms pour remplacer le président en fonction et son secrétaire général sont connus depuis plusieurs semaines déjà : il s'agira, respectivement, de Michel Wolter et de Marc Spautz. Ainsi, à la manière de la plupart des grands partis qui constituent presque des Etats dans l'Etat, ce sont deux « fils de » qui prennent, les rênes du CSV. Et cela, sans contestation aucune, du moins apparente. C'est que le CSV est bien plus une machine à pouvoir qu'un parti avec une ligne idéologique claire. Se situant vaguement à droite, rappelant de temps à autre ses origines catholiques, le CSV est surtout un parti aux profondes ramifications qui sait remercier celles et ceux qui participent à son maintien au pouvoir. Un peu à l'image du Parti communiste chinois si ce n'est que le CSV n'est jamais parvenu à monopoliser le pouvoir absolu.

Il faut en effet se poser la question de ce succès électoral permanent. Le facteur Juncker, s'il y est pour beaucoup, ne saurait tout expliquer. Le CSV était déjà puissant avant Juncker et il lui survivra. Ce n'est certainement pas non plus à ses réussites politiques que le CSV doit son succès. Il faut avouer que quasiment toutes les grandes réformes de société ont été portées par d'autres forces politiques contre le CSV, même si c'est parfois ce dernier qui se les appropriera fort habilement. Mais quel est le bilan dans les ministères qui ont été longtemps monopolisés par les chrétiens-sociaux ? L'éducation ? Le CSV a laissé derrière lui des écuries d'Augias sans nom. Le logement ? Une catastrophe pour celles et ceux qui ne sont pas propriétaires et un facteur d'appauvrissement dans un des pays « les plus riches du monde ». L'emploi ? L'Adem n'est qu'une vaste plaisanterie et les seuls emplois stables qu'elle a su procurer

sont ceux des fonctionnaires qu'elle emploie. Et l'exemple de Villeroy et Boch démontre les limites du « modèle luxembourgeois » : face à un patronat arrogant et brutal, l'Etat tremble comme une jeune fille effarouchée. Le bilan politique du CSV est globalement négatif et il est difficile de trouver en quoi ce parti aurait apporté quoi que ce soit à la grande majorité du peuple.

Non, si le CSV reste au pouvoir, c'est non seulement à cause de son habileté politique à faire porter le chapeau à ses partenaires de coalition, mais aussi et surtout grâce à sa capacité à contenter sa vaste clientèle. Ce n'est pas le pays qui vit du CSV, mais le CSV qui vit du pays.

Dans ce contexte, il n'est que plus difficile de comprendre les appels du pied des Verts au grand parti de Juncker. Lorsqu'en début d'après-midi, le congrès du CSV viendra à son terme, celui des Verts débutera. A l'ordre du jour, une réforme statutaire avec désignation de nouveaux porte-parole. Les Verts font un pas de plus vers la cour des grands. Si une meilleure organisation peut contribuer à renforcer un parti de gauche, c'est tant mieux. Mais le véritable problème, ce sont les messages contradictoires que les Verts envoient : sont-ils, veulent-ils encore être de gauche ? D'un côté, le message des Verts luxembourgeois à leurs collègues sarrois pour les féliciter de leur participation à la coalition de droite avec le CDU et le FDP et la volonté de libéraliser les réseaux de gaz et d'électricité, de l'autre, leur opposition au projet de loi sur le chômage des jeunes. Un coup à droite, un coup à gauche. François Bausch a coutume de dire qu'il préfère se positionner sur les dossiers concrets plutôt que sur les options partisans. Mais cela ne veut rien dire. Pire, c'est une forme de démagogie. La crise nous le rappelle : les faits, comme le disait Marx, sont têtus. Le clivage droite-gauche est réel et la lutte des classes n'est pas une chimère (à nouveau, voir Villeroy). Un parti doit choisir son camp : la gauche ou la droite. Car c'est l'orientation générale et la création de rapports de force qui conditionne le reste et favorise les réformes progressistes, plus ou moins radicales. Et ce n'est certainement pas la Jamaïque qui fera briller le soleil sur la Sarre.

NEWS

NEWS

Immigration: Zusammenleben im Alter **S. 3**

Zwangsprostitution: Ein weiter Weg **S. 4**

Meco: Gegen Verschrottungsprämie **S. 5**

REGARDS

Uni Letzebuerg: Wie autonom ist die Uni? **S. 6**

Sciences humaines : Vues imprenables **p. 8**

Kyoto-Folgeabkommen:

Regenwälder schützen - Klimawandel stoppen? **S. 10**

Saarland: „Experimente können in die Luft fliegen“ **S. 12**

Spanien: Bauen gegen die Krise **S. 14**

(Coverbild: Christian Mosar)